



Intervention de S.E. Monsieur Philippe Kridelka,  
Ambassadeur, Représentant permanent

au Conseil de sécurité des Nations Unies

### **Séance d'information sur la Somalie**

New York, le 23 novembre 2020

Chers collègues,

Je voudrais remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, ainsi que le Représentant spécial du Conseil Paix et Sécurité de l'Union africaine pour leurs rapports et leurs actions. Je tiens ici à leur réaffirmer notre plein soutien. Tous nos remerciements aussi à Mme Hassan pour ses efforts vers plus d'inclusion.

Je souhaiterais aborder aujourd'hui la situation politique, les questions de droits humains et la situation humanitaire, ainsi que les derniers développements en matière de sécurité.

#### **S'agissant de la situation politique :**

La Belgique a pris acte du choix par les autorités d'un modèle électoral indirect pour les élections 2020-2021. Nous saluons le dialogue qui a permis d'arriver à ce consensus. Nous apprécions l'engagement des autorités à tenir de vraies élections au suffrage universel en 2024-2025 et les encourageons à tout mettre en place pour permettre qu'elles se réalisent dans les meilleures conditions. Nous saluons aussi leur engagement à garantir la participation des femmes à ces processus. Nous encourageons en effet avec insistance les autorités à élargir l'espace démocratique afin de permettre

l'adhésion d'une grande partie de la population, y compris donc les femmes, mais aussi les jeunes et les personnes déplacées, à ces processus déterminants pour l'avenir du pays. Dans ce contexte, nous faisons à nouveau part de notre inquiétude quant aux atteintes que subissent les journalistes dans l'exercice de leur travail et de leur liberté d'expression. Ces atteintes et ces entraves participent en outre aussi, par leur existence même, au manque de consensus et d'adhésion de la population envers ses autorités. Cependant, la nomination par le Gouvernement fédéral d'un Procureur spécial pour enquêter sur les meurtres des journalistes représente un espoir que justice soit faite dans ce dossier.

Une fois le cap des élections passé, nous espérons voir se poursuivre la coopération entre Gouvernement fédéral et Etats membres fédérés. Le dialogue est nécessaire, je dirais même crucial, pour approfondir un modèle fédéral fonctionnel. La révision de la Constitution doit également se poursuivre.

À côté de ces attentes et défis, la Belgique tient à applaudir l'adoption par le gouvernement d'une politique nationale sur le changement climatique. Ceci a d'ailleurs été discuté vendredi dernier lors de la première réunion du groupe informel d'experts du Conseil sur le climat et la sécurité.

### **S'agissant des droits humains et de la situation humanitaire :**

La Belgique reste très préoccupée par les nombreuses et graves violations dont sont victimes les enfants documentées dans le rapport. Nous soulignons l'importance du suivi qui doit être accordé aux dernières conclusions du groupe de travail Enfants et les conflits armés. Nous appelons toutes les parties à mettre fin à ces violations. À cet égard, nous saluons la

libération de 33 enfants par les forces de sécurité somaliennes en août dernier.

Par ailleurs, la Belgique encourage le gouvernement à poursuivre les efforts requis afin qu'entre en vigueur la législation nécessaire pour lutter contre plusieurs types de violation, telle que le projet de loi sur les violences sexuelles. Sur ce point, nous restons fortement préoccupés par l'introduction au parlement d'un nouveau texte manifestement incompatible avec les obligations internationales de la Somalie.

Nous regrettons enfin que la Commission Nationale Indépendante sur les Droits de l'homme n'ait toujours pas été mise sur pied 3 ans après son lancement officiel. Cette institution jouerait pourtant un rôle crucial dans le monitoring des droits humains en Somalie.

Quant à la situation humanitaire, celle-ci reste complexe. Nul ne peut plus ignorer la triple menace que représentent à la fois la pandémie de Covid19, les inondations et l'invasion de criquets pèlerins, qui s'ajoute à une fragilité persistante. Il est prévu que 2021 voie 4 millions de Somaliens bénéficier d'une aide humanitaire. La Belgique en appelle à un large soutien à ces efforts.

### **Enfin, quelques mots concernant le secteur de la sécurité :**

Les Chabab restent la première menace pour la sécurité et la stabilité du pays. Nous condamnons avec force les actions criminelles de ce groupe. Le développement et le déploiement de l'armée somalienne sont indispensables pour contenir cette menace et protéger la population. Nous rappelons que le régime des sanctions est un autre outil pour lutter contre cette menace. La

lutte contre les Chabab doit toutefois se faire dans le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

La Belgique salue le processus consultatif en cours visant à réviser le plan de transition. Ce document sera crucial pour, d'une part, guider la Somalie, aidée par ses partenaires, vers une reprise en main de sa sécurité et, d'autre part, permettre une reconfiguration de l'AMISOM.

L'évaluation indépendante de cette dernière permettra au Conseil de disposer d'options concernant cette reconfiguration. Nous espérons que l'Union africaine se joigne rapidement à une réflexion commune à ce sujet.

Pour conclure, je tiens à rappeler le soutien qu'apporte l'Union européenne à la Somalie, que ce soit par le financement de l'AMISOM, les missions EUTM et EUCAP ou encore l'opération anti-piraterie maritime ATALANTA. L'aide au renforcement des capacités institutionnelles est aussi très importante. Une fois la sécurité rétablie, les autorités somaliennes devront offrir à la population les services de base et les libertés auxquelles elle aspire légitimement.

Je vous remercie.